



LES FAITS MARQUANTS DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN: LUNDI 11 JUILLET 2016

L'édition 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) s'est ouverte le lundi 11 juillet 2016, au siège de l'ONU à New York.

Après une séance plénière d'ouverture, la première journée a commencé par une session sur le thème "Où en sommes-nous à la première année" du Programme de développement durable d'ici à 2030 (Action 2030) et des objectifs de développement durable (ODD), adoptés au Sommet du développement durable des Nations Unies, le 25 septembre 2015. Elle a été suivie par trois tables rondes liées au thème de l'édition 2016 du FPHN, "Faire en sorte que personne ne soit laissé derrière", et portant sur les thèmes: "Imaginer un monde inclusif en 2030"; "Sortir les gens de la pauvreté et répondre aux besoins de base"; et "Promouvoir la croissance économique, la prospérité et la durabilité".

LA PLENIERE D'OUVERTURE

Oh Joon, Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'ONU et président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a ouvert le Forum en soulignant que le rôle du FPHN dans le suivi et l'évaluation d'Action 2030 est extrêmement important pour le traçage de la voie à suivre de façons nouvelles et novatrices.

Wu Hongbo, Sous-Secrétaire général de l'ONU pour les affaires économiques et sociales, a mis en exergue six éléments du succès: le leadership; les institutions; les interrelations; le suivi; un programme pour tous, avec des contributions de tous; et la coopération au développement international. Il a souligné que l'évaluation de l'état d'avancement de la réalisation des ODD par le FPHN doit être robuste, volontaire, efficace, participative et intégrée.

OÙ EN SOMMES-NOUS À LA PREMIÈRE ANNÉE?

Cette session a débuté par une présentation du rapport du Secrétaire général de l'ONU sur "l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable" (E/2016/75) par Wu qui a souligné que la réalisation d'Action 2030 exige un partenariat mondial renforcé qui rassemble toutes les parties prenantes et qui mobilise toutes les ressources disponibles.

Un groupe de discussion a suivi, modéré par Paula Caballero Gomez, de la Banque mondiale. Caballero a encouragé les participants à passer de gradualisme à des changements structurels permettant la concrétisation de la promesse des ODD.

La conférencière Debapriya Bhattacharya, Centre for Policy Dialogue, a parlé du défi à relever dans l'estimation du financement nécessaire à la réalisation des ODD, et a déclaré que le rapport pourrait être plus exhaustif dans le domaine des partenariats mondiaux.

La conférencière Christiana Figueres, ancienne Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a souligné l'impératif de relever, en premier, ceux qui sont les plus vulnérables et les plus marginalisés, a mis en relief l'importance des données de référence nationales pour la mesure du progrès accompli, et a appelé à l'investissement dans les sources de données.

Au sujet de l'intégration des ODD dans les plans nationaux, Bhattacharya a souligné l'importance d'examiner les liens entre les questions systémiques. Figueres a encouragé l'octroi d'une attention politique soutenue aux ODD.

La commentatrice José Maria Viera, Union mondiale des aveugles, a appelé les États à garantir une participation soutenue des parties prenantes à travers des concertations, et a souligné le rôle critique de l'accès à l'information dans la concrétisation de la participation.

Le commentateur Martin Tsounkeu, Réseau africain des inter-échanges sur le développement, a parlé des lacunes dans l'intégration des ODD dans les plans nationaux, ayant rapport avec la mesure dans laquelle les processus d'évaluation sont participatifs et avec l'inclusion des aspects qualitatifs dans les statistiques nationales.

Du parterre, la représentante des FEMMES a demandé comment aborder le mieux la question des lacunes dans les données sexo-spécifiques. Le KENYA a soutenu que la mise en œuvre effective d'Action 2030 dépend du fait d'entreprendre les choses avec la bonne mentalité. Le porte-parole des ENFANTS et des JEUNES a fait part de leur préoccupation quant au manque de participation dans l'élaboration du Rapport mondial sur le développement durable. La COLOMBIE et le BRESIL ont signalé un chevauchement entre les mandats des institutions des Nations Unies relatifs à la mise en œuvre des ODD, et ont souligné la nécessité d'une intégration de leurs efforts. Le délégué des MALDIVES, parlant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, a appelé à investir davantage dans le renforcement des capacités dans le domaine de la collecte et analyse des données.

Dans ses remarques finales, Figueres a affirmé que jusque là, personne, parmi ceux qui travaillent sur le développement durable, n'a atteint le sommet de sa performance potentielle, mais que le moment est venu de le faire.

ENVISAGER UN MONDE INCLUSIF EN 2030

Héctor Alejandro Palma Cerna, représentant permanent adjoint du Honduras auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a présidé cette table ronde.

Invitant les intervenants à présenter leurs réflexions sur le sens de l'inclusion, la modératrice Lisa Foster, Département américain de la justice, a déclaré que les tirs récents aux États-Unis étaient un rappel douloureux des défis de l'inégalité auxquels son pays est confronté.

Le conférencier Ion Jinga, représentant permanent de la Roumanie auprès de l'ONU et président de la 54ème session de la Commission du développement social, a souligné l'importance de l'ODD 10 (réduction des inégalités).

La conférencière Onalenna Selolwane, Forum de Mosadi Khumo pour l'autonomisation socio-économique des femmes, a souligné l'importance de garder une bonne partie de la richesse dans la région où elle est créée.

Exhortant les États membres à respecter les droits de l'homme, le commentateur Alvaro Esteban Pop Ac, Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, a mis en exergue les effets négatifs possibles de la mise en œuvre d'Action 2030.

Le conférencier Ibrahim Ismail Abdallah, Organisation arabe des personnes handicapées, a fourni des recommandations pour répondre aux besoins des personnes handicapées.

Au cours du débat qui a suivi, le SRI LANKA a annoncé le lancement d'une plate-forme d'engagement à soutenir le processus de planification nationale en faveur d'une transformation inclusive. La porte-parole des FEMMES a appelé à des mécanismes de responsabilisation et à des politiques



inclusives. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a appelé à des investissements dans l'autonomisation des jeunes et dans le renforcement des capacités.

L'UE a indiqué que la ventilation des données est essentielle pour ne laisser personne derrière, car des données manquantes impliquent des personnes manquantes. Le porte-parole des ONG a souligné la nécessité, pour les politiques budgétaires, de tenir compte de la perspective des droits de l'homme et de la protection sociale pour les personnes faibles et marginalisées.

Dans ses observations finales, Jinga a souligné l'importance du suivi des progrès accomplis quant à l'insertion des personnes handicapées dans l'Action 2030. Selolwane a souligné la nécessité de la durabilité des deux processus et de résultats à travers l'insertion, en particulier, des personnes vulnérables.

SORTIR LES GENS DE LA PAUVRETE ET REPOINDRE AUX BESOINS DE BASE

Cette session a été présidée par Sven Jürgenson, représentant permanent de l'Estonie auprès de l'ONU et vice président de l'ECOSOC, et modérée par Sarina Prabasi, WaterAid America.

Prabasi a indiqué que les États membres sont actuellement soumis à un test majeur consistant à s'assurer que des services de base sont fournis aux laissés pour compte.

La conférencière Alice Albright, Partenariat mondial pour l'éducation, a présenté des recommandations pour l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité, telles que: le renforcement des systèmes éducatifs; l'adaptation aux circonstances particulières et la concentration sur les disparités entre les sexes.

Le conférencier Michael Park, Aspen Institute, a décrit le partenariat de gestion d'Aspen pour le travail dans le domaine de la santé, qui vise à accroître les investissements nationaux dans le secteur de la santé et à améliorer la capacité des ministères de la santé à déployer des agents de santé communautaires.

La commentatrice Cristina Diez Sagüillo, Mouvement international ATD Quart Monde, a mis en garde contre l'utilisation d'une approche fondée sur les besoins de base, qui définit la réduction de pauvreté comme étant une réduction de la privation matérielle uniquement, et a appelé à des institutions efficaces, responsables et transparentes pour la réduction de la pauvreté.

La commentatrice Rajul Pandya-Lorch, Institut de recherche sur les politiques alimentaires, a identifié trois nouveaux défis posés à la réduction de la pauvreté: l'urbanisation galopante, le changement climatique et les conflits et les déplacements de populations. Elle a appelé à une focalisation sur l'amélioration de l'accès aux marchés, sur la protection sociale et sur l'amélioration de la résilience aux chocs.

Dans la discussion qui a suivi, la représentante des FEMMES a appelé à l'élimination des obstacles structurels et systémiques pour sortir les gens de la pauvreté. Partageant les enseignements tirés du travail sur la réduction de la pauvreté, la CHINE a souligné: l'importance d'avoir des objectifs bien définis; la participation du gouvernement à tous les niveaux; et l'intégration des efforts de réduction de la pauvreté dans les stratégies nationales.

Le porte-parole des PEUPLES AUTOCHTONES a souligné l'importance des droits fonciers. Un représentant des personnes handicapées a souligné que l'insertion ne concerne pas seulement la création de programmes spéciaux, mais aussi la conception de programmes et de régimes économiques et politiques inclusifs généralisés.

Le délégué de l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE a déclaré que des politiques axées sur les femmes et les jeunes du milieu rural peuvent produire un changement dramatique durable. Le délégué du RWANDA a souligné les efforts de son pays visant à mettre en place des institutions fortes ainsi que l'autonomisation des personnes à travers l'éducation et la formation.

La LIGUE DES ETATS ARABES a appelé à une aide accrue au développement, au renforcement des capacités, et l'arrêt des conflits. Le porte-parole des ONG a souligné l'importance de disposer de données ventilées fiables pour l'élaboration des politiques et pour le suivi. Le délégué de la MALAISIE a souligné l'approche multidimensionnelle de son pays dans la mesure de la pauvreté.

Dans leurs déclarations de clôture, les conférenciers et les intervenants ont souligné, entre autres: l'importance du changement structurel; l'investissement dans les ressources humaines et les systèmes; et l'octroi d'une priorité aux plus vulnérables.

FAVORISER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, LA PROSPÉRITÉ ET LA DURABILITÉ

Cette session a également été présidée par Jürgenson. Elle était modérée par Vinicius Pinheiro, Organisation internationale du Travail.

Pinheiro a parlé de l'intérêt particulier accordé par la session aux ODD 8 (le travail décent et la croissance économique), 10 (la réduction des inégalités) et 12 (consommation et production responsables).

Le conférencier Tim Jackson, Centre pour la compréhension de la prospérité durable, a présenté des données indiquant que la croissance économique fournit les plus grands gains en prospérité au sein des communautés les plus pauvres, avec une diminution des rendements au-delà d'un certain seuil de revenu. Il a dit que cela présentait aux pays et aux communautés riches une cause morale forte pour faire une place aux pays et aux communautés pauvres.

Le conférencier Bart Verspagen, Université de Maastricht, a souligné la nécessité de renforcer la capacité d'absorption de la technologie dans les pays, à travers des investissements dans l'innovation, les marchés du travail et des politiques de protection sociale, afin d'éviter le "piège d'une croissance faible".

Dyborn Chibonga, Association nationale des petits agriculteurs du Malawi, a mis l'accent sur l'amélioration des compétences entrepreneuriales; sur l'amélioration de l'accès aux marchés et sur la défense des droits des agriculteurs.

Le commentateur Wellington Chibebe, Confédération syndicale internationale, a souligné l'importance de la négociation collective pour une croissance inclusive, et a encouragé la responsabilisation de la population active par le biais de l'éducation.

Au cours du débat qui a suivi, le DANEMARK a souligné l'importance de l'innovation pour les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. Le délégué des ONG a déclaré que l'impact des méthodes d'évaluation inexactes est en train de mener à une sous-estimation des impacts des activités du secteur des affaires. La SERBIE a encouragé l'octroi d'une attention aux réfugiés et aux migrants. Le TCHAD a mis l'accent sur la lutte contre les flux financiers illicites.

La CHINE a appelé à une mise en œuvre active de la réforme structurelle et à faire avancer la libéralisation des échanges. L'ARABIE SAOUDITE a parlé des dividendes de sa politique nationale dans le domaine de la science et de la technologie. Le délégué de l'UGANDA a souligné la nécessité, pour son pays, d'aller au-delà de l'exportation de matières premières.

La SUISSE a souligné le rôle du secteur privé dans l'apport d'avantages économiques, sociaux et environnementaux à la société. L'ALLIANCE MONDIALE DES ENTREPRISES POUR 2030 a souligné que la création d'emplois est le moyen le plus sûr de sortir de la pauvreté. Le délégué des ENFANTS et des JEUNES a déclaré que l'économie ne pouvait pas être autorisée à dépasser certains seuils environnementaux.

La porte-parole des FEMMES a parlé d'accords commerciaux en conflit avec le Programme de développement durable d'ici 2030. Le délégué des PEUPLES AUTOCHTONES a déclaré que l'activité économique doit respecter les droits des propriétaires traditionnels des ressources naturelles.

Dans ses remarques finales, Jackson a déclaré que le vote du Royaume-Uni pour quitter l'Union européenne était un "cri d'angoisse de ceux qui ont été laissés derrière". Verspagen a appelé à des innovations qui favorisent une utilisation plus responsable des ressources, tout en créant des revenus décents. Chibonga a appelé à un soutien officiel des organisations de petits exploitants agricoles. Chibebe a souligné la nécessité de lutter contre les transactions financières illicites en Afrique.

DANS LES COULOIRS

A l'heure où New York se préparait au "Manhattanhenge", l'alignement biannuel du coucher du soleil sur la grille des rues du plus célèbre quartier de la ville, l'édition 2016 du FPHN commençait son important voyage du suivi de l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici à 2030 et de la réalisation des ODD, approuvés il y a moins d'un an. Le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur les progrès réalisés à ce jour a incité un conférencier à souligner qu'il semble y avoir déjà un déséquilibre entre les espaces accordés aux différents objectifs - par exemple, un accent trop prononcé sur la question du changement climatique mais peu prononcé sur celle des modes durables de consommation et de production.

L'objectif de cette session du FPHN porte sur la garantie que personne ne soit laissé derrière et sur l'inclusion. Cependant, plus d'un conférencier a présenté des observations sur le manque de représentation des plus pauvres dans le monde et sur les défis posés à la réalisation d'une véritable inclusion. Il est clair que la route vers la réalisation du Programme de développement durable d'ici à 2030 sera longue, mais pareil à la lueur du soir qui se propage d'Ouest en Est, il restait au moins un espoir de voir la communauté internationale être en mesure d'aligner les facteurs cruciaux nécessaires au succès.